



Segment humanitaire de l'ECOSOC

Intervention de M. Jean-Marc Hoscheit, Représentant permanent du Luxembourg (17 juillet 2013)

Monsieur le Président,

Madame le Sous-secrétaire générale,

Le Luxembourg souscrit entièrement à la déclaration présentée par l'UE.

Nous sommes ravis de participer à ce segment humanitaire de l'ECOSOC qui se tient à Genève cette année, d'autant plus que les discussions sont placées sous le thème de l'innovation.

Mais avant de parler d'innovation, permettez-moi de relever que les questions de sécurité et d'accès humanitaire sont de plus en plus source de préoccupations. Nous nous devons de renforcer notre plaidoyer au niveau international pour condamner le non-respect des principes humanitaires et du droit international humanitaire notamment, et de rappeler notre condamnation ferme de ces violations. Ces violations sont particulièrement graves en Syrie où des millions de civils ont besoin d'assistance, alors que les opérations humanitaires font face à d'énormes défis, notamment en ce qui concerne l'accès à toutes les populations affectées.

Le Luxembourg est par ailleurs alarmé par le nombre croissant de crises humanitaires complexes, qui se prolongent dans la durée, que ce soit au Soudan et au Soudan du Sud, en RDC, en RCA, au Yémen. Le Luxembourg a placé la problématique des crises oubliées au cœur de son action humanitaire.

Nous nous engageons en outre à intégrer le concept de résilience à la fois dans notre stratégie humanitaire et dans notre politique de coopération au développement. Nous venons de lancer une réflexion interne sur l'adaptation de nos mécanismes de financement pour nous donner les moyens d'assurer le lien entre l'action humanitaire et le développement, d'accorder des financements à plus long terme et d'adopter une approche plus stratégique. Notre objectif est de réduire durablement la vulnérabilité des populations affectées par des chocs récurrents, en basant nos actions sur une meilleure analyse des risques et en investissant encore davantage dans la préparation aux crises en interaction étroite avec les efforts humanitaires.

J'aimerais ici souligner le besoin non seulement de mettre l'accent sur la réduction des risques et la préparation aux crises, mais également sur la consolidation de la paix, la reconstruction et la réconciliation nationale dans les Etats particulièrement fragiles.

Monsieur le Président,

Permettez-moi de prendre l'exemple du Mali. Mon pays salue les efforts en cours pour promouvoir la réconciliation et le dialogue entre toutes les communautés, dans le respect des droits de l'homme, en particulier au nord du Mali. Ces efforts contribueront à encourager le retour volontaire des populations déplacées et réfugiées, ainsi que le développement au nord du Mali.

En outre, le renforcement des capacités locales est un facteur clé de la résilience à tous les niveaux, avant, pendant et après une crise.

De ce fait, nous plaillons pour que le concept de la résilience fasse partie intégrante des discussions portant sur l'agenda de l'après 2015, comme l'a d'ailleurs souligné Mme Amos lors de l'ouverture du Segment humanitaire, lundi dernier.

Permettez-moi maintenant de concentrer la 2^e partie de mon intervention sur le thème de l'innovation et de vous donner un exemple concret du rôle que peut jouer un gouvernement donateur dans le domaine de la préparation aux catastrophes.

En cas de catastrophe, la communication est cruciale. Les intervenants humanitaires ont besoin de communiquer pour coordonner leurs efforts, pour échanger leurs évaluations des besoins, pour garantir leur sécurité. Par contre, l'infrastructure locale est souvent endommagée après une catastrophe naturelle ou un conflit. Souvent les opérations se déroulent dans des endroits reculés, loin des capitales et des réseaux de communication.

C'est sur base de ce constat, plus précisément après le tremblement de terre d'Haïti, que le gouvernement luxembourgeois a décidé d'initier le projet **emergency.lu**. Ce projet consiste à fournir une plateforme de communication par satellite, facile à déployer et à installer, qui offre de la bande passante à haut débit et des services de voix sur IP à la communauté humanitaire et aux unités de protection civile sur le terrain. L'objectif de ce dispositif est de fournir un outil de communication performant, de rendre la coordination plus efficace, d'améliorer la préparation aux catastrophes et de renforcer la capacité de réponse globale, et plus spécifiquement la capacité du système des *clusters*.

En effet, ce système a été développé sur base d'un partenariat public-privé entre le gouvernement luxembourgeois et trois sociétés luxembourgeoises, en étroite collaboration avec le Programme alimentaire mondial dans sa fonction de chef-de-file du *Emergency Telecommunications Cluster*. Depuis, d'autres partenaires se sont associés au projet, comme Ericsson Response et Skype. Opérationnels depuis le 1^{er} janvier 2012, quatre terminaux ont été déployés au Sud Soudan, deux au Mali, un au Népal – tous à la demande du PAM – et un terminal au Venezuela pour le HCR en soutien à une opération en faveur de réfugiés colombiens.

Sur base de cette première expérience dans le domaine des nouvelles technologies dans un contexte humanitaire, le Luxembourg est aujourd'hui convaincu que les gouvernements donateurs peuvent aider les organisations humanitaires internationales et non-gouvernementales à avoir accès à l'innovation et à établir le lien avec le secteur privé, tout en sauvegardant les principes humanitaires. Dans les années à venir, les nouvelles technologies

vont permettre à la communauté humanitaire à faire des avancées considérables en matière d'évaluation des besoins, d'analyse et d'échange de données, de suivi des opérations et de communication avec les bénéficiaires, et ainsi rendre l'action humanitaire plus transparente et plus efficace. Le gouvernement luxembourgeois et ses partenaires privés vont continuer à soutenir les organisations humanitaires dans leurs efforts.

Le Luxembourg se réjouit du fait que l'innovation est placée au cœur du débat de cette session de l'ECOSOC et que ce thème suscite autant d'intérêt. Dans le même ordre d'idées, le Luxembourg félicite OCHA de faire de l'innovation et de l'interopérabilité deux thèmes principaux du Sommet Humanitaire Mondial. Le Luxembourg souhaite pouvoir contribuer activement aux consultations menant vers ce sommet.